



Faire battre en retraite Borne, Macron et le Medef !

C'est donc mardi que Borne doit mettre les dernières paroles sur la ritournelle gouvernementale et patronale qu'on connaît déjà par cœur depuis des mois concernant l'avenir de nos retraites. Le suspense est quand même de plus en plus éventé. L'âge légal de la retraite sera-t-il repoussé « seulement » à 64 ans, car « 65 ans n'est pas un totem » ? Y aura-t-il aussi une généralisation de l'allongement de la durée de la cotisation à 43 ans bien avant 2035 (déjà prévus par la loi Touraine pour les générations nées après 1973) ? Le gouvernement aura-t-il recours au 49.3 ?

Tant de questions pour une seule réponse : c'est NON !

Non, les caisses de retraite ne sont pas déficitaires. Elles étaient excédentaires de 2,6 milliards d'euros en 2021 et de 3,7 milliards d'euros en 2022. Non, rien n'assure qu'elles le seront en 2032, car nos luttes collectives pourraient faire inverser la tendance de la politique de l'État qui réalise tellement d'économies sur l'ensemble des salaires des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers qu'il creuse le déficit des caisses. Et non, même un déficit annoncé pour 2032 de 17 milliards, ne serait pas « abyssal » car il ne représenterait que 5 % d'un budget global de 330 milliards pour les caisses de retraite. En augmentant de 5 % les salaires, ce serait automatiquement comblé !

Pourquoi tant de mensonges et d'acharnement depuis des décennies ?

Augmenter l'âge légal du départ à la retraite, c'est accroître le « chômage des seniors », qui auront de moins en moins de droits, seront pauvres et toucheront une retraite amoindrie, si les difficultés de leur vie ne les ont pas tués avant. Augmenter le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite à taux plein, c'est baisser la pension de ceux qui partent quand même à l'âge légal. Cela vise à diminuer les dépenses des caisses de retraite, tout en permettant aux fonds de pension privés de drainer l'épargne de ceux qui ont des salaires suffisants pour mettre de côté. C'est une façon de diminuer la part de la classe ouvrière dans le revenu national, augmentant mécaniquement d'autant celle de la bourgeoisie. Alors quand c'est Ciotti, le

chef de LR, qui annonce vouloir contribuer à « atténuer la brutalité de la réforme », il y a de quoi s'inquiéter ! L'inquiétude peut changer de camp !

La « réforme » devait être annoncée mi-décembre, déjà bien plus tard que prévu : les grèves dans les raffineries en septembre ont perturbé le calendrier gouvernemental. Puis nouveau report à ce mardi, pour une présentation du projet de loi au conseil des ministres le 23 janvier, afin que Borne puisse avoir le soutien de la droite et éviter le 49.3... peut-être ! Autant de reports sont surtout symptomatiques de la fébrilité du gouvernement qui sait que non seulement son projet de loi est très impopulaire, mais qu'il n'est soutenu à l'heure actuelle par aucune organisation syndicale... et que le mécontentement social contre la vie chère et les salaires de misère est déjà tellement grand que tout pourrait s'embraser. D'après un sondage Ifop daté du 4 janvier, 52 % des personnes interrogées souhaitent que la France connaisse dans les prochains mois une explosion sociale !

Alors soufflons sur la braise partout, sur nos lieux de travail et d'études, discutons de la nécessité d'un mouvement d'ensemble, d'un plan de bataille pour gagner, sans qu'aucune de nos forces ne soit dispersée par les logiques boutiquières des directions syndicales. Participons à toutes les initiatives de mobilisation qui auront lieu, notamment la manifestation du 21 janvier à Paris appelée par les organisations de jeunesse. Regroupons-nous en assemblées générales, rejoignons celles et ceux qui sont en grève pour de meilleurs salaires ou des embauches. **Salaires, retraites, conditions de travail, il faut que ça pète, ça ne peut plus durer !**

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web : convergencesrevolutionnaires.org ou nouveauantipartianticapitaliste.org

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA



ASCT : une grève qui en appelle d'autres

La grève massive des ASCT en décembre dernier sur les salaires et les conditions de travail a permis à nos collègues d'obtenir des avancées importantes, notamment sur les conditions de rémunération.

Cette grève, qui a mobilisé plus de 80% des contrôleurs, n'a été que la conséquence d'une fin de non recevoir, des semaines durant, comme unique réponse de la direction à leurs demandes. Les ASCT ont eu raison de se mobiliser, tout comme les conducteurs, aiguilleurs... Des milliers de cheminots se sont mis en grève depuis septembre pour exiger des augmentations de salaire.

Face à l'explosion des prix, il faut 400 euros de plus sur tous les salaires !

Profits record de SNCF en 2022 : de l'argent, il y en a !

La direction a attendu la toute dernière semaine de l'année, bien après la fin des NAO sur les salaires, et alors que les contrôleurs viennent seulement de suspendre leur grève, pour annoncer un profit exceptionnel de 2,2 milliards d'euros pour 2022. Si ces bénéfices existent, c'est avant tout grâce au travail de l'ensemble des cheminot.e.s, malgré le sous-effectif permanent et le manque de moyens.

Face à une inflation qui continue de s'envoler, aux efforts imposés au nom de la sobriété énergétique, et aux conditions de travail et de vie qui se dégradent, si record il y a, c'est surtout celui de l'indécence.

Travaux sur lignes D et R

Les travaux perdurent sur les lignes D et R et contraignent à faire cesser le trafic dès 22h30. Pratique pour les usagers (donc nous aussi) qui doivent s'en remettre à un itinéraire en bus pour de si longues distances... Quel plaisir après une longue journée de travail !

Dans l'Isère, les conducteurs de bus en grève illimitée pour les salaires

Depuis le 3 janvier, les conducteurs de deux entreprises de transport interurbain de l'Isère, Keolis Porte des Alpes et Grindler, sont en grève pour la hausse des salaires à l'embauche. Ils sont épuisés par leurs conditions de travail, grandement liées au problème des sous-effectifs. Les entreprises peinent à recruter... Tu m'étonnes ! La direction espère trouver des jeunes prêts à travailler sur une telle amplitude horaire pour des clopinettes. Quotidiennement, collègues syndiqués et non-syndiqués se réunissent en AG pour discuter de leurs revendications et des évolutions à donner au mouvement. Courage à eux !

Toujours pas débarassés d'Orion

On n'en peut plus de ce logiciel qui change nos plannings à la dernière minute. On ne sait jamais ni où, ni à quelle heure on terminera notre journée. Génial pour nous organiser après le travail. La direction s'en fiche, elle entend juste maximiser la productivité des mécanos et réaliser des économies sur les GM : même parler avec des humains serait devenu trop cher à la SNCF. D'où ce logiciel miracle !

Dans le fond, ce n'est pas tant Orion le problème mais le mal qu'il est censé panser : le sous-effectif. Comme si l'algorithme allait nous démultiplier. En réalité, ce serait plus simple d'organiser un réseau qui compterait suffisamment d'agents... alors réclamons encore des embauches pour parvenir à faire tourner le réseau de façon efficace !

Virés de Pôle emploi pour faire baisser le (chiffre du) chômage

Plus de 58 000 personnes ont été radiées des inscrits à Pôle emploi en novembre 2022. Un chiffre jamais atteint depuis que les statistiques du chômage existent. Sur un mois, la hausse est de 19%, soit 9 400 radiés supplémentaires par rapport à octobre, selon les chiffres mensuels communiqués par la Dares, l'institut statistique du ministère du Travail. Radier une personne, c'est la priver d'allocations chômage parce qu'elle n'aurait pas respecté une obligation administrative. La démarche n'est pas anodine et pourtant, depuis des mois, le gouvernement multiplie les radiations sous le moindre prétexte afin de faire baisser artificiellement le chiffre du chômage.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web : convergencesrevolutionnaires.org ou nouveauantipartcapitaliste.org

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA

